

période — l'exécution des mesures reconnues nécessaires pour transformer l'état social. La révolution sociale, pour réussir, ne peut avoir qu'une période, — d'une longueur de temps indéterminée — la réalisation des aspirations conçues par les masses et accomplie en cours de lutte.

Evidemment, ce ne peut être que l'œuvre d'une minorité, mais d'une minorité qui fera sentir son action au sein de la foule elle-même, l'entraînant par sa propre action, et non en se plaçant en dehors et au-dessus d'elle, et la poussant par contrainte. En habituant la foule à accomplir elle-même ce qu'elle aura compris être utile d'accomplir, et de ne pas l'attendre d'une force révolutionnaire constituée; car cette force constituée ne pourrait être qu'un obstacle à l'évolution paisible du nouvel état de choses, et qui, du reste, n'aura pu se constituer qu'en comprimant, déjà, des aspirations trop faibles pour résister.

AEP - CDHS
BARCELONA



Jean GRAVE

Une des Formes de l'Esprit politicien

Prix : 0 fr. 05

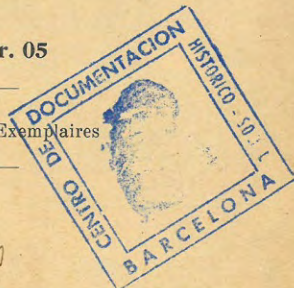
1^{er} Tirage, 10.000 Exemplaires

Vicentidalosta

PARIS
TEMPS NOUVEAUX

4, Rue Broca, 4

1911



007522

Une des Formes de l'Esprit politicien

Des gens très bien intentionnés, mais superficiels, qui s'imaginent qu'il suffirait que chacun fit abstraction de ses idées personnelles pour former un seul parti de tous ceux qui veulent une transformation de l'état social actuel, émettent de temps à autre, après la faillite de tous les partis, l'idée baroque de former un seul parti révolutionnaire de tous ceux qui, unifiés, anarchistes, font la guerre à l'état social présent.

Ces bonnes gens ne voient qu'un côté de la question ; car si les socialistes révolutionnaires veulent la fin de l'organisation capitaliste de la propriété, voire même au prix d'une révolution, là se bornent les points de contact. Les moyens pour faire cette révolution sont, non seulement différents, mais antagonistes.

Certains socialistes pensent amener la révolution en nommant des députés qui feront des lois en faveur des déshérités, en envoyant des leurs à tous les échelons de l'Administration, en s'emparant des fonctions administratives qui leur permettront de réformer la société actuelle au profit de la nouvelle. De plus, cette société future devra toujours être régie par un pouvoir qui aura à penser et à agir pour le bien commun.

Les anarchistes ne veulent déléguer personne au pouvoir, l'expérience leur démontrant que le pouvoir est, par essence, conservateur et sera toujours une entrave à de véritables changements.

La société future qu'ils entrevoient sera basée sur l'autonomie complète des individus, l'ordre devant se créer par la libre entente, et non obtenu par son écrasement par une autorité quelconque.

Il est vrai que ceux qui veulent réunir en un seul parti les forces révolutionnaires, ont toujours soin de déclarer que l'autonomie de chaque groupe y sera respectée, et, sans doute, ils croient fermement à ce qu'ils affirment ; mais où a-t-on vu qu'un groupement centralisé — car, en réalité, c'est pour centraliser les efforts que



l'on juge devoir être ainsi plus productifs, qu'à l'état dispersé, que l'on juge nécessaire la création d'un parti — ne devenait pas, à la longue, une entrave pour ses adhérents.

Les mêmes critiques que font les anarchistes à l'existence d'un gouvernement surgissent pour la création d'un parti.

Si le gouvernement doit borner son activité purement et simplement à enregistrer l'action des groupes et des individus, son existence est inutile. Laissons les groupes et les individus rechercher et établir eux-mêmes le mode de relations qui doit les relier, en dehors de tout groupe central, qui est un danger, de par le fait seul de son existence.

Si ce gouvernement doit réglementer, coordonner, susciter ou limiter cette activité des groupes et des individus, il faudra lui adjoindre la force qui sanctionnera sa volonté? Alors c'est l'arbitraire.

Si, dans le nouveau parti, l'union, la cohésion doivent résulter d'une identité d'efforts et de conceptions, demandons aux groupes et aux individus de se sentir plus effectivement les coudes; de ne pas croire, chacun, qu'il détient la vérité unique, à l'exclusion de tous les autres. Chacun, évidemment, doit agir selon ses préférences, mais admettre que les préférences des autres sont tout aussi légitimes et que l'on peut se prêter un mutuel appui, lorsque ces préférences ne se contredisent pas. Inutile, alors, d'établir *a priori* une charte qui ne doit être que le résultat des formes d'activité en cours.

Si, au contraire, cette union doit être acceptée « d'avance », en vertu d'un pacte, conclu au préalable, et auquel il faut adhérer en entrant dans le nouveau parti, c'est une limitation de la pensée et de l'activité de chacun, c'est la cristallisation, à un moment donné, d'une façon de concevoir les choses, et l'arrêt de son évolution.

Des pactes semblables ne sont obtenus que par le consentement de chacun de supprimer de son action ce qui peut gêner ceux des contractants qui ne pensent pas de

même; cela peut bien forcer quelques-uns à faire un pas en avant, mais ce résultat ne s'obtient qu'à condition que d'autres fassent plusieurs pas en arrière. Je vois bien la perte, mais non le gain.

Mais il y a mieux : des pactes semblables ne sont respectés que tant que le nouveau parti se contente « d'aspirer » à faire quelque chose; mais du jour où quelques-uns des adhérents en ont assez de « souhaiter » et veulent passer à la réalisation, c'est l'ouverture de discussions interminables, qui n'ont qu'une solution possible; la scission de la part de la minorité agissante, qui en a assez de perdre son temps à des bavardages éternels, et veut enfin aller de l'avant.

C'est l'histoire des « insurrectionnels », qui veulent se séparer des unifiés; ce fut l'histoire des scissions dont le parti ouvrier fut le théâtre à différentes époques, lorsqu'il se scinda en révolutionnaires et possibilistes, plus tard en allemanistes, guesdistes, etc.

Evidemment, dans ces scissions il y eut, pour une bonne part, compétition de personnes. Mais ces compétitions de personnes n'auraient pu entraîner des adhérents si elles ne s'étaient abritées sous des questions plus avouables de méthodes ou de principes.

Et du reste la question de personnalités a son importance.

Pour mon compte, il y a certains socialistes, voire de vulgaires bourgeois que j'estime, avec lesquels je marcherai en certaines occasions, sans hésitation, tandis qu'il y a certains soi-disant anarchistes avec lesquels, ni de près, ni de loin, je ne veux avoir aucun rapport, afficheraient-ils les idées qui me sont les plus chères.

Et, du reste, — on ne saurait trop le répéter, — c'est la plus grande erreur qui puisse exister de croire que l'on peut trouver un programme général d'entente pour un grand nombre d'individus. C'est l'erreur politique qui veut que les mêmes règles soient appliquées à toute une nation. L'entente ne peut se faire que sur des points spéciaux, déterminés, et pour une action temporaire. Ce n'est qu'aux dépens des initiatives que se font les centra-

AEP - CDH*
BARCELONA



lisations, et elles ne se réalisent que par la compression des idées et des actions originales.

Oui, c'est tout ce qu'il y a de plus politicien cette idée, ce besoin de réunir en un seul faisceau les forces — révolutionnaires ou autres — d'un parti, et de croire qu'elles seront plus faciles à « diriger ».

Mais « direction » implique « dirigeants » et, en effet, c'est bien le besoin d'avoir sous la main une force quelconque qui vous permettra de diriger la propagande et la révolution dans la voie que l'on envisage, qui se traduit par ce besoin d'« union ».

Mais quel sera ce « on » ? C'est que l'« on » ne sait pas. C'est là l'inconnu qui peut cacher bien des déceptions. Mais « on » croit que, si elles étaient groupées, les forces révolutionnaires frapperaient toutes en même temps, et au même endroit. C'est un raisonnement faux.

* *

D'autre part, il n'est pas vrai qu'il soit nécessaire de frapper sur un centre, pour obtenir une plus rapide démolition de l'état social. Tout se tient dans la société : l'extirpation d'un préjugé, la démolition d'un rouage, c'est autant de fissures dans l'ensemble et c'est en élargissant ces fissures que l'on obtiendra l'écroulement des murailles. Et ce n'est qu'en laissant la plus grande latitude aux énergies de se développer que l'on obtiendra le maximum d'efforts.

Oui, elle est bien politicienne en son essence cette conception de vouloir reconstituer un parti révolutionnaire sur les ruines du parti dit socialiste. C'est la défiance des individualités, le besoin de discipliner sous le dogme, et en vue d'avoir, en prévision des futurs coups de mains, une force que l'on puisse diriger, qui a amené cette boutade d'Hervé, qu'il ne peut y avoir contre l'organisation d'un parti, que quelques théoriciens, bien intentionnés, sans doute, mais éloignés de toute action. — Et il faut savoir quel mépris cache cette appellation de « théoricien » pour ceux qui ont la prétention d'être les seuls hommes d'action, pour en apprécier la saveur.

Or, on peut être théoricien et savoir payer de sa peau,

à l'occasion. La théorie, lorsqu'elle a pour but d'engendrer l'action, devient action elle-même. Tout le monde ne peut pas être dans un état d'éréthisme permanent — ce qui serait une maladie —. Il y en a qui n'aiment pas à se dépenser en efforts stériles et pour qui épater la galerie ne représente pas le summum d'efforts utiles.

L'erreur de tous ceux qui se considèrent comme les « meneurs des foules » est de croire que l'on peut, en se mettant en avant, en l'excitant et la surexcitant, conduire la masse à une action révolutionnaire qui permettra, à ceux qui sauront la diriger, d'assurer le succès de la révolution. Erreur politicienne.

D'aucuns théoriciens sont convaincus que l'on ne devient « meneurs » qu'à condition que l'on sera tout autant « mené » par la foule qu'on la mènera. C'est-à-dire que vos propres conceptions — j'entends celles que l'on veut réaliser dans la pratique — ne vous éloigneront pas trop des conceptions de la masse. Casser les vitres est un beau geste lorsqu'on sait le soutenir, mais c'est un geste stérile lorsqu'il faut attendre qu'elles soient remplacées pour recommencer.

* *

Les coups de force ne sont rien si la foule qui les accomplit n'en a pas compris le but et le mobile. Ce n'est pas en dehors de ceux qui agissent que doit venir la poussée qui les ruent à la destruction d'une entrave, mais en dedans d'eux, pour qu'ils soient conscients de l'œuvre qu'ils accomplissent, et ne prêtent pas les mains au rétablissement de l'obstacle rompu.

La révolution ne doit pas avoir pour but de mettre aux mains d'une minorité « intelligente » la force qui lui « permettra » d'exécuter les transformations nécessaires pour instaurer un nouvel état social. La révolution, c'est l'ensemble de l'action révolutionnaire des minorités agissantes qui font disparaître les formes anciennes et suscitent les nouvelles.

En un mot, la révolution sociale ne peut pas comprendre deux périodes : l'une qui a pour but d'établir la force — première période — qui assurera — deuxième